

DISCOURS DE M. ILYAS MOUSSA DAWALEH,

Ministre de l'Economie et des Finances,
Chargé de l'Industrie et de la Planification

Kempinski Hôtel, 04 septembre 2011

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Ministre Délégué Chargé du Budget,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les Directeurs,

Honorables Invités,

Je voudrais de prime abord vous souhaiter ID MOUBARAK à vous tous et mes meilleurs vœux de réussite et d'épanouissement dans vos nouvelles fonctions.

C'est pour moi un immense plaisir d'être parmi vous pour vous présenter nos orientations et priorités dans le cadre de la stratégie de développement économique et social de notre pays.

Mon département a souhaité s'associer à votre Ministère de tutelle pour vous faire part d'une seule voix combien nous comptons sur vous pour donner à notre diplomatie une envergure économique et commerciale car c'est l'ambition première de la place de Djibouti.

Comme vous le savez, la République de Djibouti a misé sur une stratégie opérationnelle de développement axée sur la transformation de Djibouti en une plateforme commerciale régionale qui a porté ses fruits, drainant ainsi la croissance économique malgré les pressions inflationnistes au niveau mondial.

Ainsi, la croissance annuelle du PIB a connu une forte progression passant d'une moyenne de 3% en 2001-2005 à 4,8% en 2006, 5,3% en 2007, 5,8% en 2008, 5% en 2009. En raison de la crise économique et financière mondiale, la croissance a légèrement décliné en 2010 (3,5% en 2010) mais appelle à se redresser en 2011.

La croissance enregistrée a été essentiellement tirée par l'accroissement des investissements directs étrangers (IDE) mais surtout par les activités du Port de Djibouti, notamment grâce à la récente ouverture du port de Doraleh, l'extension du réseau routier, l'extension de la zone franche, et l'amélioration des télécommunications.

L'économie Djiboutienne, à l'instar des autres économies africaines, a connu au cours de ces cinq (5) dernières années une croissance dynamique soutenue, même si en 2009 et 2010, du fait de la crise économique mondiale, la croissance du PIB a marqué un ralentissement avec des taux de croissance respectifs de 5% et 3,5% contre 5,8% en 2008. Cette performance a été rendue possible, en plus d'importantes réformes structurelles et réglementaires, par l'afflux des investissements directs étrangers et les nombreux investissements publics qui ont été engagés par le gouvernement.

Afin d'asseoir les perspectives d'une croissance durable, les autorités Djiboutiennes ont également engagé des nombreuses réformes structurelles pour améliorer le recouvrement fiscal (introduction de la TVA), promouvoir l'investissement privé (révision du Code des Investissements) et la compétitivité extérieure du pays (rénovation du Code de Travail, et du Code du Commerce). Les réformes engagées dans le secteur financier ont permis l'installation de nouvelles banques offrant une plus grande diversité de produits et services financiers.

Pour ancrer durablement cette stratégie nationale de développement, le Gouvernement a fait de la gestion efficace et durable de la dette extérieure une priorité absolue. Ainsi, depuis 2005, le MEFIP s'est fortement impliqué pour la mise en place d'une politique d'endettement soutenable, améliorant sans cesse la mobilisation et l'allocation efficace des financements extérieurs.

Les nombreux investissements publics réalisés depuis 2005 ont creusé la dette publique extérieure (56% du PIB en 2010) ainsi que le stock du service de la dette (+ 34% entre 2005 et 2009). Néanmoins, une dynamique positive d'assainissement des finances publiques et d'amélioration de la gouvernance a permis un renforcement de la crédibilité et de la transparence des actions gouvernementales auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

C'est pourquoi mon département compte énormément sur vos efforts pour vous faire notre porte-voix et mobiliser les ressources des partenaires extérieurs en privilégiant les financements sous forme de dons. Et nous ne manquerons pas de vous apporter assistance à tous les niveaux pour mener à bien cette noble mission.

En effet, la volonté du président de la République de déployer la diplomatie au service du développement par une meilleure intégration économique sur le plan régional mais également à l'international se traduit, dans les faits, depuis son accession à la magistrature suprême, par l'ouverture de nombreux Consulats et Ambassades.

Cependant, l'instauration d'une diplomatie plus active et efficace nécessite en parallèle un financement conséquent. Notre diplomatie reste en la matière l'image et la vitrine de notre pays sur la scène régionale et internationale.

Néanmoins, il n'est pas possible d'associer l'image d'une diplomatie saine et active quand les textes régissant le cadre de notre diplomatie ne sont pas appliqués, parfois incomplets et plus souvent obsolètes.

Alors que le monde évolue et demeure en perpétuel mouvement, nos textes restent immuablement figés. Il n'est pas davantage supportable que ne soit pas osé le débat sur l'efficacité de notre diplomatie, sur ses coûts et sur la rationalité de nos choix car l'action du gouvernement s'inscrit certes au profit d'un renforcement de notre diplomatie mais reste toutefois essentiellement orientée vers la lutte contre la pauvreté.

Au regard de toutes ces contraintes, j'appelle à votre sens supérieur des responsabilités pour engager une gestion saine et rationnelle des chancelleries dont vous avez la charge car c'est en conjuguant ensemble nos efforts que nous pourrions réussir à donner une image honorable de nos représentations diplomatiques.

En ce qui concerne les objectifs poursuivis, il y a la forte volonté politique de concrétiser la bonne gouvernance afin d'accompagner le développement économique.

Je sollicite donc votre attachement à l'intérêt général pour lever ensemble les défis du développement.

Je vous remercie de votre attention.